

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

SECRETARIAT GENERAL

-----  
Service de l'Urbanisme  
et du Cadre de Vie

A R R E T E       P R E F E C T O R A L

portant autorisation à la Société KUHN S.A.  
d'exploiter une décharge de sables de fonderie  
sur le territoire de la commune de SAVERNE

-----  
LE PREFET DE LA REGION ALSACE  
PREFET DU BAS-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
-----

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié, fixant la nomenclature des installations classées, et notamment la rubrique n° 167-b ;
- VU la demande présentée par la Société KUHN S.A. dont le siège social est 4, Impasse des Fabriques - B.P. 60 - 67706 SAVERNE CEDEX, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter à SAVERNE, sur le site de carrière situé au Nord de la rue de l'Hermitage, une décharge destinée à recevoir les sables de fonderie issus de sa fabrication
- VU les résultats de l'enquête publique d'un mois à laquelle il a été procédé du 19 novembre au 19 décembre 1990 inclus à la Mairie de SAVERNE, le dossier d'enquête ayant été retourné en Préfecture le 27 décembre 1990 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 27 mars 1991 prolongeant le délai pour statuer sur la demande de la Société KUHN jusqu'au 27 mai 1991 ;
- VU les conclusions et l'avis du Commissaire-enquêteur ;
- VU l'avis émis par le Conseil Municipal de SAVERNE dans sa séance du 10 décembre 1990 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Municipal d'OTTERSWILLER dans sa séance du 3 janvier 1991 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Municipal de STEINBOURG dans sa séance du 6 décembre 1990 ;
- VU l'avis du Sous-Préfet de SAVERNE

- VU les avis des Directeurs Départementaux de l'Equipeement, des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, du Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours, du Chef du Service de la Navigation de Strasbourg, du Chef du Service Régional de l'Aménagement des Eaux, du Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse et du Directeur Régional des Affaires Culturelles ;
- VU le rapport et projet de prescriptions en date du 15 février 1991 de l'Ingénieur de l'Industrie et des Mines de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 5 mars 1991 ;
- VU le nouveau rapport et projet de prescriptions de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 6 mars 1991 ;
- APRES communication à la Société KUHN du projet d'arrêté d'autorisation ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

A R R E T E :

Article 1er :

La Société KUHN dont le siège social est 4, impasse des Fabriques - B.P. 60 - 67706 SAVERNE CEDEX est autorisée à exploiter une décharge destinée à recevoir des sables de fonderie issus de sa fabrication sur le site de carrière situé au Nord de la Rue de l'Hermitage, sur le ban de la commune de SAVERNE.

Article 2 :

L'activité relevant de la législation sur les installations classées est la suivante :

- mise en décharge de déchets industriels banals
- N° 167-B.

.../...

Article 3 :

*Emprise*

L'emprise de la décharge est limitée aux parcelles repérées au plan cadastral de la commune de Saverne sous les numéros :

( parcelles	24	:	:	)
(	25	:	:	)
(	26	:	:	)
(	27	:	:	)
(	28	:	:	)
(	30	:	section 11	)
(	31	:	:	)
(	34	:	:	)
(	35	:	:	)
(	41	:	:	)
(	131	:	:	)
(	132	:	:	)
(				)
( parcelle	29	:	:	)
(		:	:	)
(		:	:	)
(		:	:	)

représentant une superficie de 3 ha 68 ares.

Article 4 :

*Caractéristiques du site*

Le substratum de la décharge devra avoir un coefficient moyen de perméabilité égal ou inférieur à 10 m/s sur une épaisseur de 5 m.

Article 5 :

*Conformité*

Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenues dans l'étude d'impact, pour autant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions des présentes prescriptions.

Article 6 :

*Modification*

Tout projet de modification à apporter à ces installations doit, avant réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

.../...

Article 7 :

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations ou à eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'Inspecteur des installations classées n'en a pas donné l'autorisation et s'il y a lieu, après l'accord de l'autorité judiciaire.

Article 8 :

L'Inspecteur des installations classées pourra demander que des analyses et des prélèvements soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté. Les frais occasionnés par ces travaux seront supportés par l'exploitant.

Article 9 :

*Rapports de contrôles et registres*

Tous les renseignements, rapports de contrôles et registres mentionnés dans les présentes prescriptions seront conservés à la disposition de l'Inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

Article 10 :

*Normes*

En cas de modification de l'une des normes des présentes prescriptions, l'homologation de la norme modifiée entraînera substitution des dispositions de cette dernière à celle de la norme précédente.

AMENAGEMENTS

Article 11 :

*Clôture*

L'installation sera entourée d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles, d'une hauteur minimale de 2 m, empêchant l'accès au site.

Un portail fermant à clé interdira l'accès à la décharge.

.../...

Article 12 :

*Ecran visuel*

L'exploitant préservera la végétation existante dans une bande au moins de 10 m à l'intérieur du périmètre autorisé. Il complétera, le cas échéant, les manques, de façon à limiter autant que ce peut l'impact visuel de la décharge sur l'environnement extérieur.

La végétation sera reconstituée en cas de destruction et ce dès la première période favorable.

Article 13 :

*Signalisation*

A proximité immédiate de l'entrée, sera placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sera noté :

- l'identification de la décharge ;
- la date et le numéro de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- les heures et jours d'ouverture.

Ce panneau sera en matériaux résistant et les inscriptions seront indélébiles.

L'entrée de la décharge sera interdite à toute personne non autorisée par l'exploitant. Cette interdiction sera affichée d'une manière bien lisible.

Article 14 :

*Voie de circulation*

La voie de circulation intérieure et les accès de l'installation seront aménagés, dimensionnés et constitués en tenant compte du gabarit et de la charge des véhicules appelés à y circuler.

Les voies de circulation internes seront maintenues dans un état de propreté satisfaisant et seront recouvertes en tant que de besoin de matériaux adaptés (gravats, tuiles ...).

Les voies devront avoir les caractéristiques minimales suivantes :

- |                                    |                       |
|------------------------------------|-----------------------|
| - largeur de la bande de roulement | 2,5 m                 |
| - rayon intérieur de               | 11 m                  |
| - hauteur libre                    | 6 m                   |
| - résistance à la charge           | 13 tonnes par essieu. |

Article 15 :

*Accès*

Des mesures seront prises pour limiter les risques d'accident routier, en particulier par la mise en place d'un panneau "STOP" en sortie de la décharge.

L'exploitant consultera la Direction départementale de l'équipement sur les aménagements à réaliser.

Article 16 :

*Décrotteur*

Un décrotteur devra être mis en place.

Dans le cas où un procédé à voie sèche est adopté, il devra avoir une longueur minimum de 10 m et être associé à une voie goudronnée d'une longueur minimum de 50 m.

Article 17 :

*Aire d'attente*

Une aire d'attente intérieure du site doit être aménagée dans le cas où le nombre de véhicules arrivant serait important.

Article 18 :

*Conception*

La décharge sera divisée en 5 alvéoles :

- 1 alvéole côté Nord-Ouest, réalisée dans les parcelles 33 et 34 ;
- 1 alvéole côté Nord-Est, affectant les parcelles 24, 25, 27, 28, 29, 30 et 31 ;
- 2 alvéoles intermédiaires aux précédents ;
- 1 alvéole sur la parcelle 41.

Article 19 :

La surface maximum de chaque alvéole est fixée à 6 000 m<sup>2</sup>.

Article 20 :

Les alvéoles seront délimitées par :

- le front d'excavation provenant de la carrière ;
- des digues constituées de matériaux inertes du type déblais ou matériaux de démolition.

.../...

Article 21 :

Les digues seront surélevées au fur et à mesure du remblaiement et réalisées dans les règles de l'art (stabilité, ...).

Article 22 :

*Plancher alvéole*

Le fond de chaque alvéole sera recouvert sur une épaisseur de 1 m par des matériaux inertes. Le coefficient moyen de perméabilité de ce revêtement sera égal ou inférieur à 10 m/s.

Une pente minimum de 2 % sera donnée à ce revêtement avec une direction de collecte des eaux vers le Sud de l'exploitation.

EXPLOITATION

Article 23 :

*Responsable de terrain*

Un responsable de la décharge sera nommé et désigné par l'exploitant qui en informera l'Inspecteur des installations classées.

Article 24 :

*Gardiennage*

L'accès au site sera surveillé pendant les heures d'exploitation.

Il sera fermé à clé en dehors de ces heures.

Article 25 :

*Heures d'ouverture*

Les heures d'ouverture sont :

- . du lundi au vendredi : de 7 h à 17 h
- . le samedi : de 7 h à 12 h.

L'exploitation est interdite :

- . les samedis après-midis
- . les dimanches
- . les jours légalement fériés.

Article 26 :

*Propreté*

L'exploitant procédera en tant que de besoin et au minimum une fois par mois, au nettoyage des abords de l'installation.

Article 27 :

*Mode d'exploitation*

La décharge sera exploitée par alvéoles.

Article 28 :

*Méthode d'exploitation*

En permanence, une alvéole devra être aménagée, de manière à pouvoir réceptionner les déchets.

Les déchets ne seront jamais déversés à une hauteur supérieure à 2 m.

Article 29 :

*Phasage*

Le nombre d'alvéoles en cours d'exploitation est limité à deux. Avant d'exploiter une nouvelle alvéole, le pétitionnaire est tenu de réaménager (réaménagement définitif) l'une des deux alvéoles en cours d'exploitation et ainsi de suite au fur et à mesure du remblaiement du site.

Article 30 :

*Réaménagement définitif*

Les casiers seront comblés et aplanis à un niveau inférieur de 1,5 m environ à celui du terrain naturel initial. Il sera alors procédé à la mise en place sur toute la surface de matériaux inertes et imperméables (perméabilité inférieure à 10 m/s.

Le terrain sera ensuite recouvert de 20 cm de terre végétale meuble.

Enfin, le terrain sera engazonné.



Article 31 :

*Suivi d'exploitation*

L'exploitant tiendra à jour des documents d'exploitation mentionnant :

- les alvéoles en cours d'exploitation ;
- un historique du remblaiement ;
- la hauteur des déchets enfouis ;
- un comptage au jour le jour avec la nature des matériaux, leurs origines et leurs volumes.

La mise à jour de ces documents sera effectuée régulièrement.

Article 32 :

*Chiffonnage*

Le chiffonnage est interdit.

L'entrée de toute personne sur la décharge ne se fera que sous la responsabilité de l'exploitant.

Toute éventuelle récupération organisée par l'exploitant ne peut être autorisée que si elle répond aux normes d'hygiène et de sécurité.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX MATERIAUX MIS EN DECHARGE

Article 33 :

Les déchets réceptionnés par l'établissement devront être collectés, stockés et éliminés conformément aux prescriptions du présent arrêté.

Article 34 :

Les déchets suivants :

\* Provenance des Etablissements Kuhn à Saverne :

- sable de moulage éliminé en surplus de régénération (90 % à du volume) ;
- crasses du four (7 % du volume) ;
- sable de moulage à main (3 % du volume)

seront admis sur la décharge.

Ces produits devront comporter chacun une teneur en phénols totaux de leur fraction lixiviable inférieure à 1 mg/kg de sable rapporté à la matière sèche.

La méthode de lixiviation respectera la norme NF X 31-210 et la méthode de dosage NF T 90-204.

\* Provenance de la commune de Saverne :

classe	désignation	nomenclature
1	terres et pierres provenant d'excavations (tranchées, fondations ...)	C 820 + A 101 A 103 A 281 A 891
2	terres et pierres contenant du bois et des racines provenant de nettoyage de taillis ...	A 101 C 820 + A 103 C 870 + A 281 A 891
3	briques, tuiles, moellons ... avec mortier et plâtre provenant de démolitions, dont les éléments en bois, matières plastiques et verres sont en faible proportion (au plus de 10 % du volume)	A 281 C 930 + A 881 A 891
4	béton en bloc provenant de démolitions ou de ratés de fabrication	identique au précédent

- matériaux répertoriés selon la nomenclature des déchets du Ministère chargé de l'environnement (J.O. du 16 mai 1985) : catégorie du déchet + activité productrice ;
- classement selon un risque d'impact croissant sur le lieu environnant.

Article 35 :

*Déchets non admissibles*

En aucun cas, le transit et le stockage de matériaux susceptibles de polluer le milieu récepteur, notamment les déchets provenant des installations classées pour la protection de l'environnement ou les matières relevant de cette réglementation, ne doivent être amenés sur le site, même de façon temporaire. Il s'agit en particulier de :

Liste des principaux matériaux interdits pour remblayer le site

- sables non brûlés contenant des liants organiques de synthèse ;
- fines provenant des dépoussiérage du sable ;
- poussières provenant des fumées du four ; fonderie
- sables brûlés retenus au tamisage après décochage ;
- poussières provenant du travail des pièces (ébardage, meulage, ...)

ainsi que :

- ordures ménagères, déchets hospitaliers, ...
- produits bitumineux (y compris ceux provenant de réfection de chaussées ;
- déchets industriels (chimiques, biologiques, ...) ;
- liquides inflammables et toxiques ;
- boues de forage ;
- boues de station d'épuration (urbaines et industrielles) ;
- objets dits "encombrants" (literie, électroménager, mobilier, véhicules, pneus, ...) ;
- papier, textile et habillement, matières plastiques, caoutchouc, métaux, ...
- produits solubles.

Article 36 :

*Contrôles internes*

L'exploitant vérifiera visuellement que les déchets arrivant sur la décharge soient explicitement autorisés par l'arrêté d'autorisation.

Il devra toujours être en mesure de justifier l'origine, la nature et les quantités de déchets qu'il reçoit.

Pour tout apport de déchets, il demandera et consignera dans un registre tenu à jour :

- l'origine et la nature des déchets
- la date et l'heure.

Une liste des déchets admis sur le site et une liste des déchets non acceptés seront affichées dans la cabine de l'engin utilisé. Elles seront tenues à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

Article 37 :

L'exploitant tiendra à la disposition de l'Inspecteur des installations classées les résultats d'analyses qu'il aura réalisées pour s'assurer de la conformité des déchets de sables aux normes fixées.

En cas de changement de procédé de fonderie ou de produit d'agglomération, l'exploitant en informera l'Inspecteur des installations classées dans les meilleurs délais.

PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

Article 38 :

Sont interdits : tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique, ainsi que la conservation de la faune et de la flore.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux.

Article 39 :

*Normes de rejets*

Les effluents rejetés par la décharge dans les eaux de surface doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- . pH compris entre 5,5 et 8,5 (selon norme NF T 90-008)
- . DCO inférieure à 150 mg/l (selon norme NF T 90-101)
- . hydrocarbures totaux : 5 mg/l (selon norme NF T 90-114)
- . métaux totaux : 15 mg/l (selon norme NF T 90-027)
- . MES : 30 mg/l (selon norme NF T 90-105)
- . absence de composés aromatiques hydroxylés ou de leurs dérivés halogénés.

Article 40 :

*Contrôle de la qualité des eaux souterraines*

Un suivi de la qualité des eaux souterraines sera assuré après mise en place d'un piézomètre en aval de la décharge. Son emplacement sera défini en accord avec l'hydrogéologue officiel. Des analyses concernant le pH, la DCO, le Cn, le Cd, le Pb, le Zn, le Hg, le Cr, les hydrocarbures totaux et les composés phénoliques seront réalisés une fois par an.

*Contrôle de la qualité des eaux de surface*

Un contrôle de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel, effectué par un laboratoire agréé, sera imposé à l'exploitant par l'Inspecteur des installations classées dans le cas où des anomalies seraient constatées.

Les frais engendrés par ces analyses (eaux souterraines et de surface) seront supportés par l'exploitant.

Les résultats de ces mesures seront adressés à : l'Inspecteur des installations classées et au service chargé de la police des eaux.

PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article 41 :

*Dispositions générales*

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire au caractère du site, est interdit.

.../...

Article 42 :

*Brûlage*

Le brûlage de tout déchet à l'air libre est interdit sur la décharge.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX BRUITS

Article 43 :

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 (J.O. du 10 novembre 1985) relatives aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées seront applicables à l'ensemble de l'établissement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relatives aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Article 44 :

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier, à un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969 et ses textes subséquents).

Article 45 :

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage sera interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 46 :

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant aux plans joints à la demande qui fixent les points de contrôle.

Les niveaux acoustiques limites admissibles à l'extérieur, en limite de propriété, sont respectivement fixés à :

- . 60 dB (A) en période diurne (de 7h à 17h)
- . 45 dB (A) de 0h à 7h et 17h à 24h.

Article 47 :

L'inspection des installations classées pourra demander que des études ou des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés, dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

.../...

## Règles d'exploitation

### Article 48 :

#### Règlement général et consignes

Un règlement général de la décharge fixera le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine par tout le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnel d'entreprises extérieures, etc...).

Ce règlement sera remis à tous les membres concernés du personnel.

Les consignes générales spécifieront les principes généraux à suivre relatifs :

- aux modes d'exploitation ;
- au contrôle des matériaux ;
- aux mesures à prendre en cas d'incendie ou d'accident.

Les consignes seront tenues à jour.

### Article 49 :

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet si l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

### Article 50 :

Le permissionnaire ne pourra procéder à l'extension, au transfert ou à la transformation notable de son établissement sans une nouvelle autorisation.

### Article 51 :

Il devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée en vue de la protection de l'environnement.

### Article 52 :

En cas de vente de l'établissement comportant cession de la présente autorisation, avis devra en être donné à l'administration préfectorale dans un délai d'un mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

Article 53 :

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la Mairie de SAVERNE et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 54 :

Toute contravention persistante aux dispositions qui précèdent sera déférée aux tribunaux et pourra en outre, entraîner la fermeture de l'établissement autorisé.

Article 55 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 56 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,  
le Maire de SAVERNE,  
les Inspecteurs des Installations Classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à la société KUHN S.A.


STRASBOURG, le **24 MAI 1991**

POUR AMPLIATION  
P. LE SECRETAIRE GENERAL  
L'Attaché de Préfecture

  
Christiane MEPIEL



LE PREFET  
P. LE PREFET,  
Le Secrétaire Général,

  
Michel PINAULT

Délai et voie de recours

(article 14 de la loi n° 76-663  
du 19 juillet 1976 relative aux  
installations classées pour la  
protection de l'environnement).  
La présente décision ne peut  
être déférée qu'au Tribunal  
Administratif. Le délai de  
recours est de deux mois pour  
le demandeur ou l'exploitant.  
Le délai commence à courir du  
jour où la présente décision a  
été notifiée.